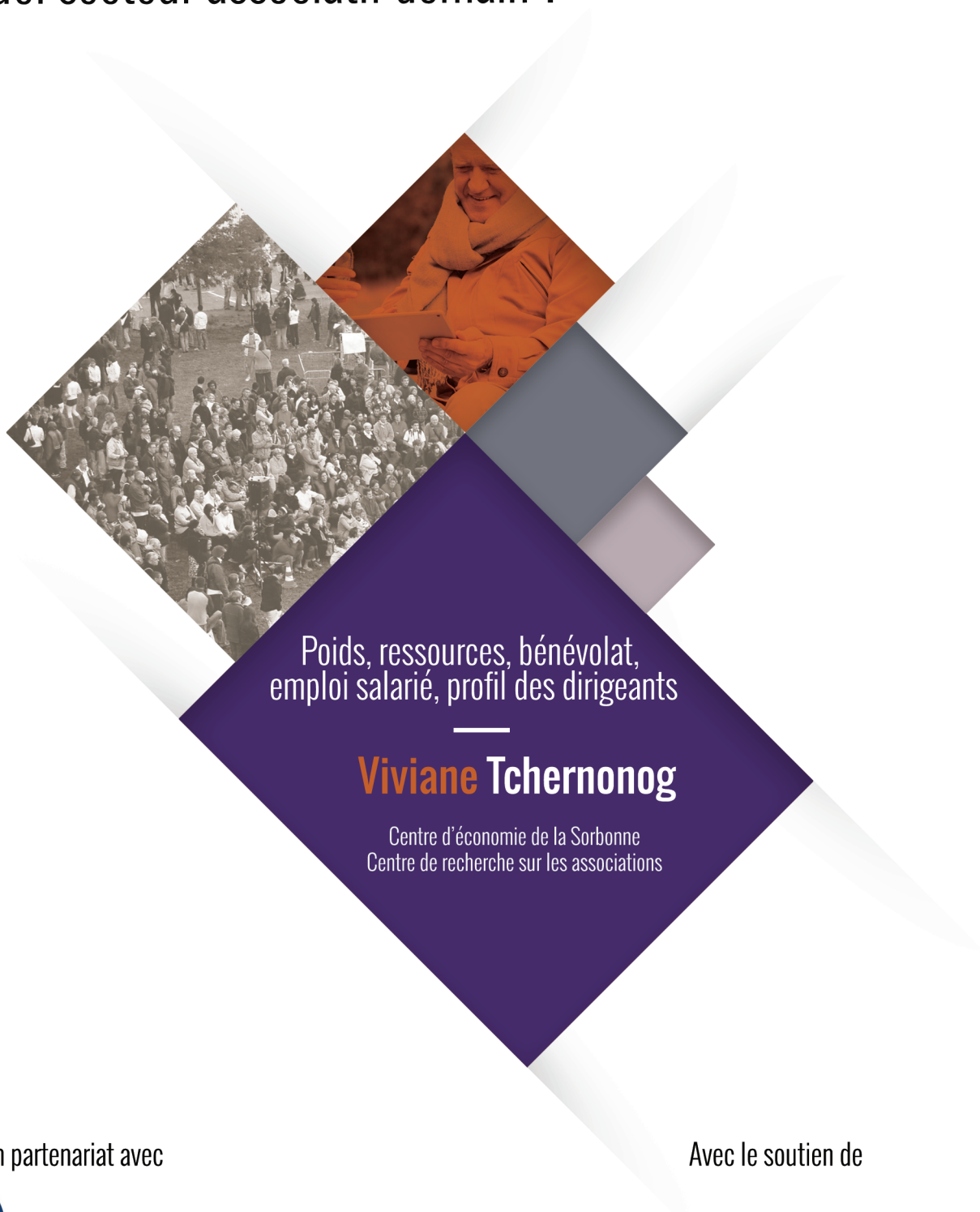


LES ASSOCIATIONS :

ÉTAT DES LIEUX ET ÉVOLUTIONS

vers quel secteur associatif demain ?



Poids, ressources, bénévolat,
emploi salarié, profil des dirigeants

Viviane Tchernonog

Centre d'économie de la Sorbonne
Centre de recherche sur les associations

En partenariat avec

Avec le soutien de



Les données présentées dans ce document sont issues de l'ouvrage intitulé

« LE PAYSAGE ASSOCIATIF FRANÇAIS – MESURES ET ÉVOLUTIONS »,

3ème édition, Dalloz Juris Associations, 2019

Viviane TCHERNONOG et Lionel PROUTEAU,

Préface de Hugues **SIBILLE**

avec les contributions de Muriel **TABARIÉS**, Philippe **EYNAUD**, Colas **AMBLARD**, Brigitte **CLAVAGNIER**,
Laurence de **NERVAUX**, Laura **NIRELLO**, François-Xavier **DEVETTER**, Chantal **BRUTEL** et Simon **COTTIN-MARX**

Sommaire

05	NOMBRE, TAILLE ET SECTEUR D'ACTIVITÉ DES ASSOCIATIONS
07	LE BÉNÉVOLAT
09	LE PROFIL DES DIRIGEANTS BÉNÉVOLES
10	L'EMPLOI SALARIÉ ASSOCIATIF
11	LES BUDGETS ASSOCIATIFS
15	SYNTHÈSE RÉCAPITULATIVE DES ÉVOLUTIONS

Pour retrouver les précédents travaux de Viviane TCHERNONOG :
<https://fondation.credit-cooperatif.coop/publications>

LA FONDATION CRÉDIT COOPÉRATIF, PARTENAIRE DE LA RECHERCHE EN ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Le monde associatif a plus que jamais besoin «d'intelligence économique non lucrative» pour penser son avenir dans un monde en transition. Connaître qui l'on est, identifier ses mutations, est indispensable pour dire où l'on veut aller. C'est le mérite de cet état des lieux associatif, magistralement dressé par Viviane Tchernonog, avec qui la Fondation Crédit Coopératif est fière de travailler depuis 2007, et par Lionel Prouteau qui apporte un éclairage neuf et précis sur le bénévolat. C'est la force du collectif ADDES, alliant équilibre entre une rigueur scientifique de collecte et d'analyse de chiffres et une éthique du monde non lucratif. La Fondation est heureuse d'être le partenaire et l'ami dans la durée de cette communauté de chercheurs.

J'ai souhaité, avec le Conseil d'administration, que le nouveau quinquennat de la Fondation Crédit Coopératif 2018 / 2022 ait pour unique fil rouge, l'économie sociale et solidaire avec un fort volet de financement de recherches, d'études, de mémoires, de perspectives... susceptibles de nourrir les acteurs de notre secteur. Le monde n'a jamais eu autant besoin d'ESS, c'est notre conviction. Mais il ne saurait y avoir d'innovations, solides et durables, ou de changement d'échelle espéré, sans l'intelligence de la connaissance. Nous soutenons l'ESS, nous croyons à la recherche en ESS.

En lisant cet état des lieux, vous constaterez que le paysage associatif qui, de loin, semble assez immuable, connaît lorsqu'on l'observe de près et en mouvement, des mutations profondes, de ses modèles économiques, de ses rapports à la puissance publique, de ses ressources humaines bénévoles et salariées... C'est un paysage en clair-obscur, révélant une bien belle vitalité de la société civile créatrice de nom-breuses associations locales et s'engageant dans le bénévolat, mais subissant sur le plan budgétaire une pression douloureuse pour «faire plus avec moins».

Bonne lecture, bons débats, bons partages de connaissance, bonne intelligence collective.

Hugues SIBILLE

Président de la Fondation Crédit Coopératif

L'ADDES

La nouvelle édition du *Paysage associatif* de la France constitue désormais un rendez-vous important pour tous les acteurs, militants, responsables politiques ou chercheurs qui s'intéressent à l'économie sociale et solidaire. La famille associative est sans doute la plus importante en nombre et la plus diverse en réalisations à côté des autres familles des coopératives, des mutuelles et des fondations.

Viviane Tchernonog, membre active de l'ADDES, a acquis une expérience remarquable dans la conduite des enquêtes permettant la production de données fiables du phénomène associatif pris dans son ensemble c'est-à-dire incluant les associations employeuses ou non. Le respect rigoureux d'une méthodologie stable est une condition nécessaire pour des comparaisons dans le temps permettant un véritable progrès dans la connaissance.

La présente synthèse offre déjà une description générale et une analyse de la vie associative permettant de confirmer ou d'infirmer certaines tendances d'évolution comme certaines inflexions dans les dynamiques des associations. Nul doute, ces quelques premiers résultats éveilleront la curiosité des lecteurs qui pourront trouver dans l'ouvrage à paraître chez Dalloz Juris Associations des compléments d'information, des données plus fines sur les différents secteurs d'activité dans lesquels ils sont impliqués. D'autres membres de l'ADDES ont apporté leurs contributions à cette nouvelle édition. Le président se réjouit de voir dans cette association un creuset de coopérations si fécondes améliorant la connaissance de l'économie sociale et solidaire.

Henry NOGUES

Président de l'ADDES

Contexte et objectifs

Ce document présente les principaux résultats de la troisième édition de l'enquête *Paysage associatif* dont l'objectif est à la fois de dresser un état des lieux du secteur associatif français et de construire les principaux indicateurs d'activité et d'organisation des associations et d'analyser les évolutions du secteur tous les six ans dans différents domaines : secteurs d'activité, emploi salarié, financement, gouvernance, bénévolat. La précédente édition de l'enquête, réalisée en 2012 et portant sur la période 2005/2011, avait mis en évidence l'impact des profondes transformations des financements publics intervenues dans le contexte de crise et de contraintes sur les budgets publics. Elle avait notamment montré que le secteur associatif avait poursuivi son développement, à un rythme certes moins rapide que précédemment, mais qu'il s'était considérablement restructuré avec la chute des subventions publiques et l'explosion des commandes publiques. Cela avait notamment conduit à une baisse du nombre et du poids des associations de taille moyenne dont l'existence est indispensable à l'équilibre du tissu associatif local, et à un développement du poids des grandes associations.

L'étude avait également mis en évidence l'impact des évolutions sociétales sur le comportement des acteurs avec notamment une transformation du bénévolat évoluant vers des interventions plus nombreuses mais plus ponctuelles des bénévoles, illustrées par l'explosion du nombre de participations bénévoles dans la période, accompagnée d'une décélération de la croissance en volume de travail bénévole.

L'enquête 2018 vise à nous apporter des réponses relatives aux évolutions récentes. Comment ont évolué les principaux indicateurs d'activité du secteur associatif ? Les financements publics ont-ils continué à se transformer ? Quelle est le poids relatif aujourd'hui des financements publics et privés ? La tendance à la disparition des associations moyennes et au développement des plus grandes associations s'est-elle poursuivie ? Le secteur associatif continue-t-il à se développer et si oui à quel rythme ? Comment évolue le travail bénévole dans la période récente ? Quelles sont les conséquences de toutes ces évolutions sur le profil des associations, en termes de taille, de secteurs d'activité, de modes d'intervention ?

Méthodologie

Pour permettre des comparaisons dans le temps, la dernière édition de l'enquête *Paysage associatif*, conduite en 2017 et 2018, l'a été dans les mêmes termes que les précédentes. Le questionnaire a été adressé aux mairies et aux groupements de communes qui l'ont ensuite distribué aux associations présentes sur leur territoire. Le questionnaire soumis présente très peu de changements comparativement aux éditions précédentes. Il compte 90 questions portant sur le profil de l'association (âge, aire d'intervention, types de publics concernés, objet de l'association, nombre d'adhérents), les ressources budgétaires publiques et privées, l'emploi salarié, le travail bénévole et le profil des dirigeants ; quelques questions portant sur la gouvernance des associations et sur les rapprochements entre associations ont été rajoutées. 56 secteurs d'activité détaillés sont proposés aux associations de façon à repérer à un niveau fin le secteur d'activité principal de l'association ; une correction des codages effectués par les associations a été réalisée avec l'éclairage des autres indicateurs d'activité de façon à homogénéiser le plus possible l'inscription des associations dans les différents secteurs d'activité.

Les choix méthodologiques, et notamment l'organisation de l'enquête à partir des mairies, induisent nécessairement des biais qui sont identifiés et corrigés dans la présentation des résultats. L'échantillon soumis à l'analyse compte 7 421 questionnaires exploitables. Les données produites portent sur l'année 2017 et les évolutions présentées le sont comparativement à l'année 2011, date de la précédente observation.

Les budgets associatifs estimés pour l'année 2017 l'ont été à la lumière des enseignements apportés par l'enquête Insee de 2014 sur le champ associatif. L'enquête a proposé une mesure du budget cumulé du secteur associatif. Cette estimation a été actualisée à partir du taux d'évolution de la masse salariale pour obtenir une estimation des budgets 2017 du secteur. Les budgets de l'année 2011 ont été recalculés selon la même méthodologie de façon à permettre de mesurer le plus justement possible les évolutions intervenues.

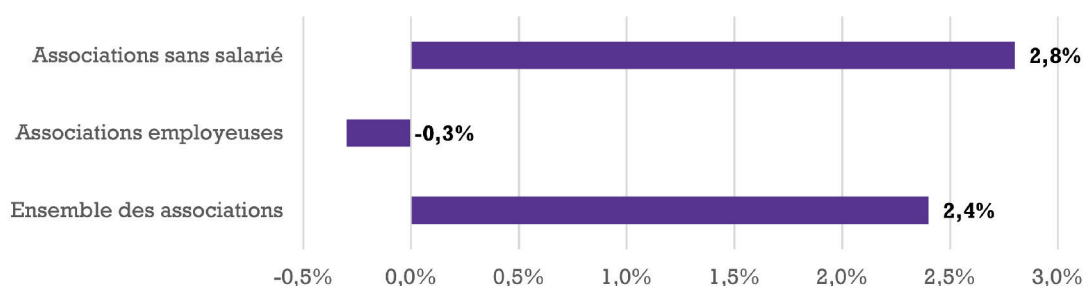
NOMBRE, TAILLE ET SECTEUR D'ACTIVITÉ DES ASSOCIATIONS.

33 300 associations de plus chaque année, malgré une baisse du nombre des associations employeuses

Le nombre d'associations estimées vivantes est passé de 1 300 000 en 2011 à 1 500 000 en 2017. Seules 10,6 % des associations, soit 159 000 associations, ont eu recours à l'emploi salarié en 2017, le plus grand nombre des associations s'appuyant uniquement sur le travail bénévole. L'augmentation annuelle du nombre d'associations, de l'ordre de 33 300, correspond à un rythme annuel moyen

d'augmentation de 2,4 %. Cette augmentation est uniquement due à la croissance importante du nombre de petites associations de bénévoles, le nombre d'associations employeuses ayant désormais tendance à se stabiliser, voire à baisser légèrement – -0,3 % par an – depuis 2010 sous l'effet de phénomènes de concentration dans le secteur associatif. [Graphique 1]

Graphique 1 – Taux annuel d'évolution du nombre d'associations



Le secteur associatif est composé d'un très grand nombre de petites associations disposant de quelques centaines d'euros de ressources annuelles et s'appuyant sur le travail bénévole. Ces associations, qui vivent principalement de cotisations, de quelques subventions des communes et de locaux mis à disposition, le plus souvent par les mairies, sont principalement actives au niveau local, voire au niveau du quartier dans les villes, mais elles ont un poids limité en termes de budget : 75 % des associations gèrent un

budget annuel de moins de 10 000 euros et réalisent ensemble 4 % du budget total du secteur associatif. [Tableau 1]. Les budgets associatifs sont en effet très concentrés dans quelques grandes associations : les quelques 19 500 grandes associations qui gèrent un budget supérieur à 500 000€ représentent 1,3 % du nombre d'associations – mais 13,1 % du nombre d'employeuses – et réalisent 71 % du budget total cumulé du secteur associatif. [Tableau 1]

Tableau 1 – Concentration des budgets associatifs dans les grandes associations

	% du budget	% du nombre d'associations	Dont nombre d'employeuses
Moins de 1 k€	0,2%	25,6%	4,7%
1 à 10 k€	3,8%	49,0%	14,6%
10 à 50 k€	8,3%	18,9%	27,8%
50 à 200 k€	7,6%	3,9%	27,1%
200 à 500 k€	8,9%	1,3%	12,8%
500 k€ et plus	71,2%	1,3%	13,2%
Total en %	100%	100%	100%
Total	113,3 Mrd €	1 500 000 associations	159 000 associations

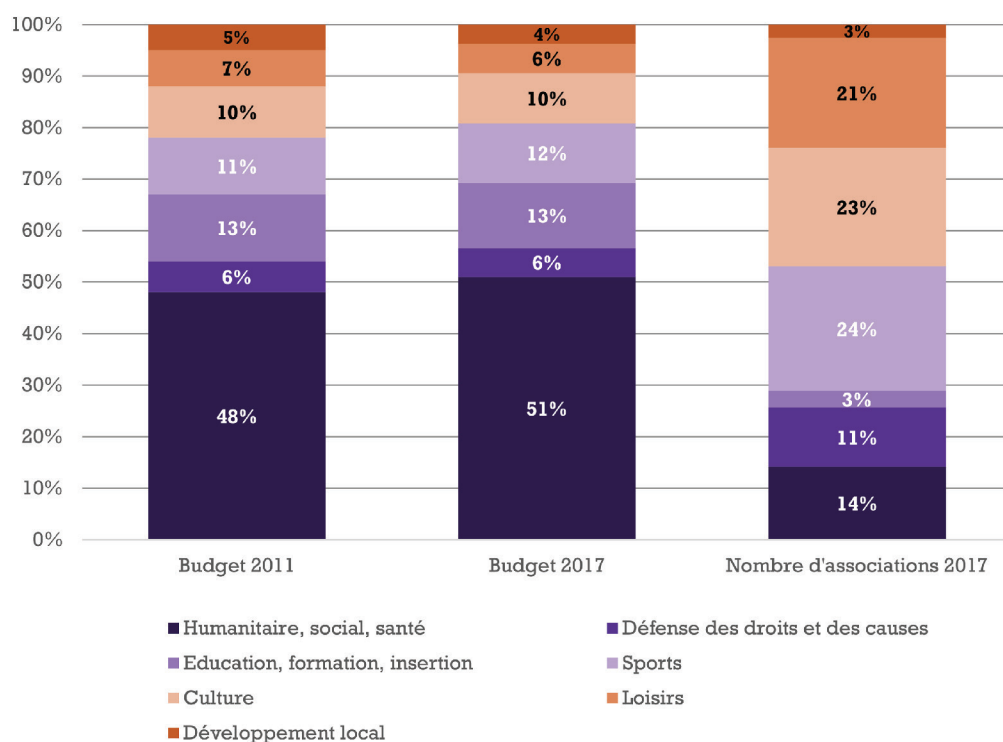
Les petites associations sportives, culturelles et de loisirs dominent le paysage associatif : elles représentent ensemble 69 % des associations et leur nombre continue d'augmenter à un rythme non négligeable. Le nombre des associations culturelles a ainsi augmenté dans la période à un rythme annuel moyen de 4,4 %. Les associations militantes de défense des droits et des causes

représentent 11,5 % du nombre total d'associations, et leur nombre a désormais tendance à se stabiliser. Les associations d'action humanitaire, d'action sociale et de santé sont peu nombreuses : elles représentent ensemble 14 % des associations – mais 23 % des employeuses et leur nombre a augmenté à un rythme moyen, comparable à celui du nombre total d'associations. [Tableau 2]

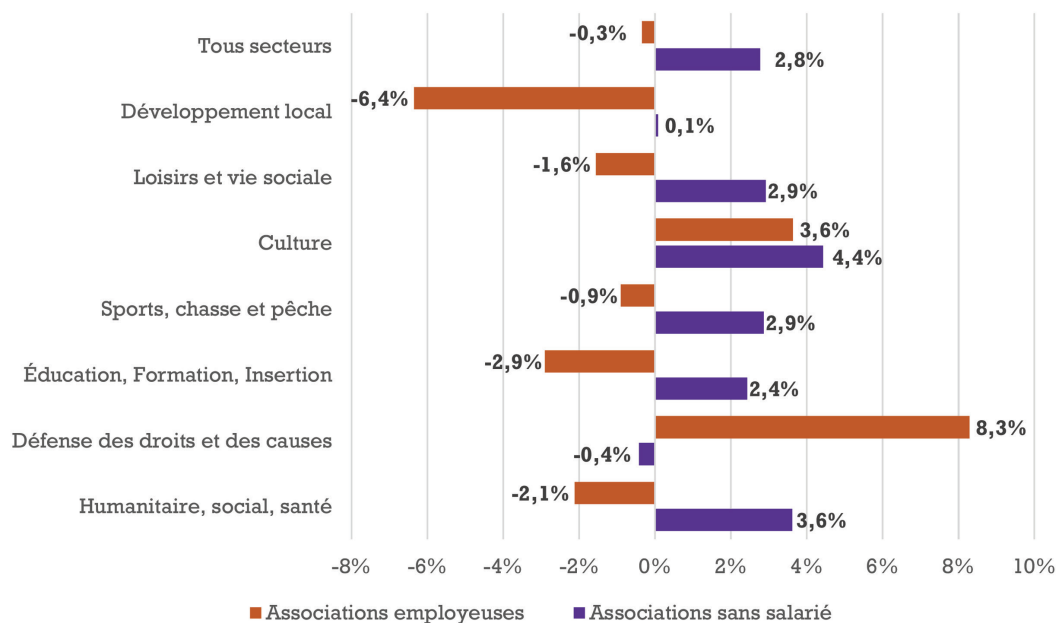
Tableau 2 – Répartition des associations selon le secteur d'activité et évolutions 2011/2017

	Associations sans salarié	Associations employeuses	Ensemble	Taux global d'évolution 2011/2017	Taux annuel d'évolution 2011/2017
Humanitaire, social, santé	13,1%	22,8%	14,1%	+13,9%	+2,2%
Défense des droits et des causes	12,2%	5,8%	11,5%	+1,0%	+0,2%
Éducation, formation, insertion	2,7%	7,3%	3,2%	+3,2%	+0,5%
Sports	23,9%	27,5%	24,2%	+14,7%	+2,3%
Culture	22,8%	24,3%	23,0%	+29,2%	+4,4%
Loisirs	22,9%	7,9%	21,4%	+18,7%	+2,9%
Développement local	2,4%	4,4%	2,6%	-9,1%	-1,6%
Ensemble	100,0%	100,0%	100,0%	+15,4%	+2,4%
Nombre d'associations	1 341 000	159 000	1 500 000	-	-
Répartition sans salarié/employeuses	88,1%	11,9%	100%	-	-

Graphique 2 – Répartition des associations en 2017 et des budgets en 2011 et 2017 selon le secteur d'activité



Graphique 3 – Taux annuel moyen d'évolution du nombre d'associations selon le secteur d'activité



LE BÉNÉVOLAT

Une croissance toujours soutenue du bénévolat, en partie portée par la forte croissance du nombre de petites associations

Les enquêtes *Paysage associatif* permettent de repérer deux indicateurs majeurs du travail bénévole : le nombre de participations bénévoles¹ dans les associations et le volume de travail bénévole mesuré en nombre d'heures. Ainsi, en 2017, les associations ont bénéficié de 31 272 000 participations représentant un volume de travail bénévole de l'ordre de 1 425 000 emplois en

équivalent plein temps, considérable notamment si on le rapporte au volume de travail salarié dans les associations, qui est de l'ordre de 1 600 078 en 2017. Les associations sans salaires concentrent 85 % du nombre des participations bénévoles et 72 % du volume total de travail bénévole dans le secteur associatif. [Tableau 3]

Tableau 3 – Le bénévolat: nombre de participations, volume de travail et évolution 2011/2017

	Associations sans salaires	Associations employées	Ensemble	Taux global d'évolution 2011/2017	Taux annuel moyen d'évolution 2011/2017
Nombre de participations (en millions)	26,442	4,830	31,272	30,2%	4,5%
Part des participations	85%	15%	100%		-
Volume de travail bénévole en ETP	1 028 000	397 000	1 425 000	33,2%	4,9%
Part du volume de travail bénévole	72%	28%	100%	-	-

¹ Pour des données plus approfondies sur le bénévolat, voir Lionel Prouteau : Bénévolat et bénévoles en France – État des lieux et tendances – ADDES – 2018 disponible sur www.addes.fr

Le nombre de participations bénévoles renseigné à partir des enquêtes auprès des associations ne permet pas de mesurer le nombre de bénévoles, puisqu'un bénévole peut être actif dans plusieurs associations.

La croissance du bénévolat s'est effectuée à un rythme assez soutenu, avec un taux annuel moyen d'évolution de 4,5 % du nombre des participations bénévoles et de 4,9 % du volume de travail bénévole. Si le taux de croissance des participations bénévoles marque un léger tassement, comparativement à la période précédente, le volume de travail bénévole a augmenté plus rapidement. D'abord sous l'influence de la croissance importante du nombre de petites associations de bénévoles - +2,8 % - dans la période [Graphique 4], mais aussi sous l'effet de sa forte augmentation dans les associations employeuses. En effet, dans les associations employeuses, le volume total de bénévolat a augmenté à un rythme plus élevé malgré la baisse de

leur nombre. Ces évolutions ont peut-être contribué à faire baisser légèrement les tensions qui existent en matière de recherche de bénévoles, même si ces difficultés résident pour une part importante dans la formation des candidats au bénévolat qui ne disposent pas toujours des compétences qui sont nécessaires aux associations. La forte croissance du nombre de participations, déjà observée durant la période 2005/2011, s'explique sans doute pour une part importante par une transformation du bénévolat classique vers un bénévolat plus ponctuel, avec des bénévoles participant moins au fonctionnement de l'association mais plus attentifs à contrôler et diversifier leur parcours de bénévolat. [Graphique 4]

Graphique 4 – Taux annuel moyen d'évolution du bénévolat et du nombre d'associations

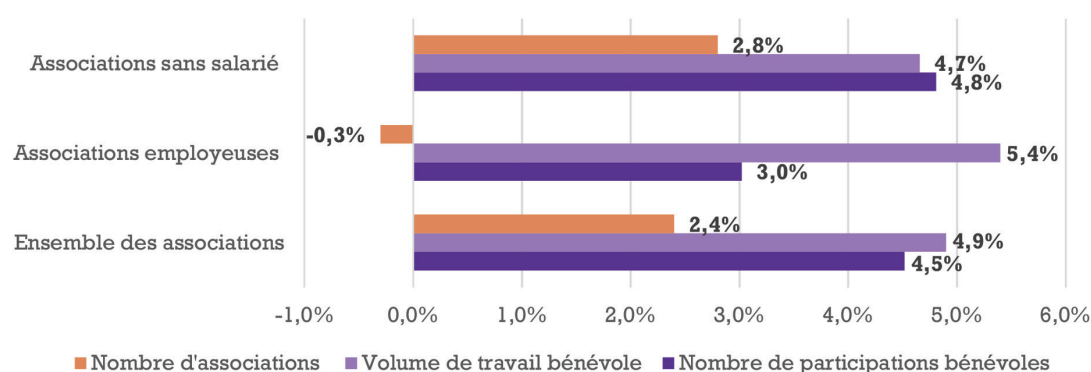


Tableau 4 – Volume de travail bénévole selon le secteur d'activité : structure et évolution 2011/2017

	Structure	Taux global d'évolution 2011/2017	Taux annuel moyen d'évolution
Humanitaire, social, santé	26,9 %	+43,5%	+ 6,2 %
Défense des droits et des causes	8,5 %	+14,6%	+ 2,3 %
Éducation, formation, insertion	3,0 %	+3,0%	+ 0,5 %
Sport	25,6 %	+33,2%	+ 4,9 %
Culture	18,7 %	+41,9%	+ 6,0 %
Loisirs et vie sociale	15,4 %	+34,0%	+ 5,0 %
Économie et développement local	1,9 %	-15,7%	-2,8 %
Ensemble	100 %	+33,2%	+ 4,9 %
Volume de travail en équivalent temps plein	1 425 000	-	-

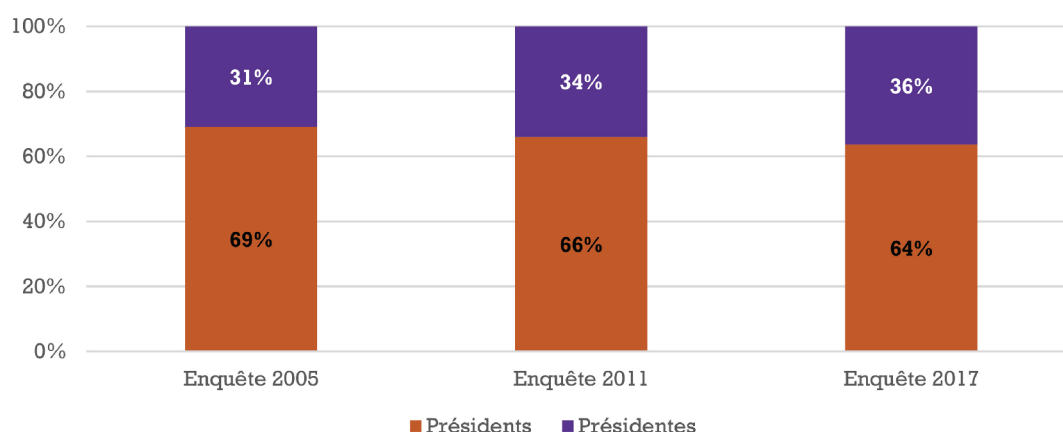
LE PROFIL DES DIRIGEANTS BÉNÉVOLES

Une féminisation croissante mais lente des présidences

Les présidences associatives sont toujours majoritairement dominées par les hommes, les catégories socioprofessionnelles supérieures et les seniors. La féminisation des présidences augmente, mais à un rythme lent : la part des femmes dans les présidences est passée de 31 % en 2005 à 36 % en 2017.

[Graphique 5]

Graphique 5 – Genre des présidents en 2005, 2011 et 2017

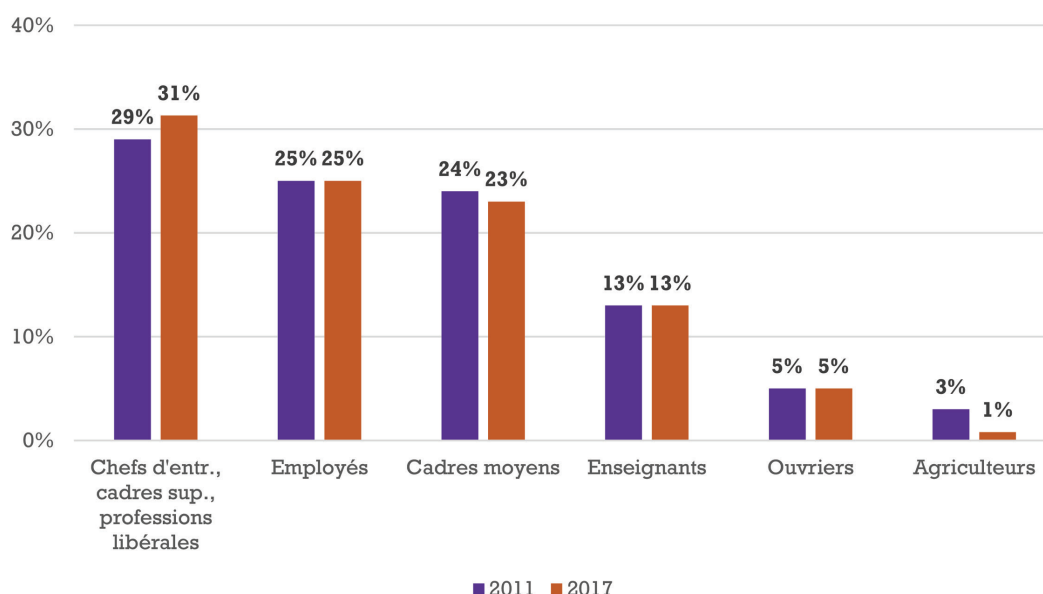


Une accentuation de la part des CSP supérieures, déjà nombreuses, dans les présidences associatives

L'évolution selon la catégorie socioprofessionnelle montre une accentuation du poids – déjà très important – des catégories supérieures (chefs d'entreprises, cadres supérieurs, professions libérales) dans les présidences associatives, qui est passé de 29 % en 2011 à 31 % en 2017. Les seuls enseignants occupent 13 % des fonctions de

président et leur part est restée la même à six ans d'intervalle. La part des ouvriers n'évolue pas : ils représentaient 5 % des présidences d'association en 2011, et cette proportion n'a pas bougé en 2017 ; ainsi leur poids apparaît toujours très décalé comparativement à leur importance numérique dans la population active. [Graphique 6]

Graphique 6 – Part des CSP dans les présidences associatives (en % du nombre total de présidents d'associations)

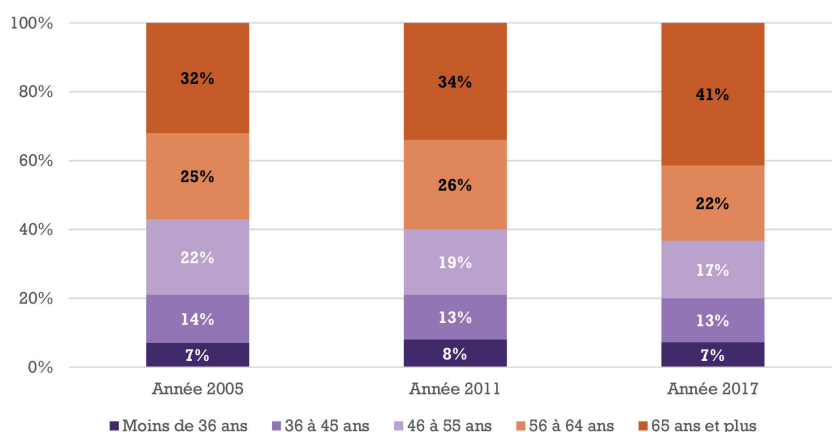


Un poids élevé et croissant des seniors

Le poids élevé des seniors² dans les présidences associatives s'accroît au fil des années : les seniors représentaient 32 % des présidences associatives en 2005 et 34 % en 2011 ; ils en représentent 41 % en 2017. Outre le fait que le poids des Français de plus de 65 ans s'accroît de façon importante dans la population, cette catégorie de la population réunit un certain nombre

de qualités très utiles pour diriger les associations : du temps libre, des compétences en matière de droit, gestion, communication liées aux CSP qui sont les siennes. Le poids des jeunes dans les présidences n'évolue guère ; les moins de 36 ans occupent 7 % des présidences en 2017 contre 8 % en 2011. [Graphique 7]

Graphique 7 – Répartition par âge des présidents d'associations

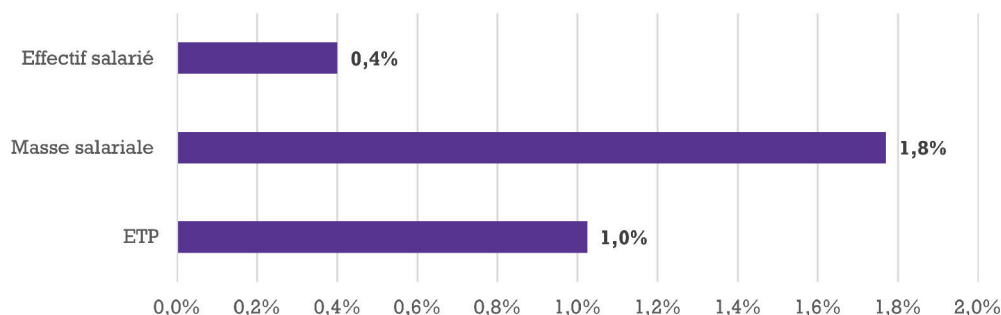


L'EMPLOI SALARIÉ ASSOCIATIF

Selon les données de l'ACOSS³, en 2017, l'effectif salarié associatif s'élevait à 1 758 500 emplois et selon l'Insee, le volume de travail dans les associations est de 1 600 078 ETP⁴. Les effectifs salariés ont augmenté de 2,4 % durant la période 2011/2017 tandis que la masse salariale a augmenté de 11,1 % en six ans sous plusieurs effets : l'inflation, même limitée, sur une période de six ans, une augmentation des salaires sans doute due à un rattrapage dans certaines associations, le vieillissement des salariés associatifs, un temps de travail partiel en baisse. Les évolutions annuelles moyennes de l'emploi salarié sont présentées dans le [Graphique 8].

La dernière édition du *Paysage associatif* a fait l'objet d'une analyse de l'emploi salarié à partir d'un appariement entre les DADS et l'enquête INSEE 2014 auprès des associations. L'analyse permet d'apporter ou de nuancer de nombreuses informations concernant les salariés, les salaires et les conditions de l'emploi salarié dans les associations comparativement au reste du secteur privé. Elle montre par exemple que les écarts de salaires entre hommes et femmes sont moins importants dans les associations comparativement au reste du secteur privé, et que cette situation masque des différences importantes entre secteurs d'activité.

Graphique 8 – Taux annuel moyen d'évolution de l'emploi salarié associatif



Source: ACOSS et INSEE (DADS)

² âgés de 65 ans ou plus

³ ACOSS.fr – Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale

⁴ Les séries de l'Insee (DADS) s'arrêtent cependant à l'année 2015, et l'estimation de l'année 2017 a été effectuée sur la base de la tendance observée dans la période 2011/2015.

LES BUDGETS ASSOCIATIFS

Une évolution annuelle moyenne de 1,6 % du budget du secteur associatif entre 2011 et 2017

Avec un budget de l'ordre de 113 milliards d'euros en 2017 contribuant à hauteur de 3,3 %⁵ au PIB, les associations participent pour une part importante à la production des richesses dans le pays. En six ans, les budgets associatifs ont augmenté à un rythme annuel de 1,6 %, identique à celui de l'augmentation du PIB, mais légèrement plus rapide que l'augmentation de la population. Compte tenu du rythme d'inflation – l'indice des prix à la consommation a augmenté de 0,8 % en moyenne annuelle durant la période – on peut estimer que le poids économique des associations a stagné. Cette évolution marque une rupture dans l'histoire de l'évolution du secteur associatif dont le poids en termes de budget et d'emploi a toujours augmenté à un rythme souvent rapide, comparativement aux autres secteurs. Cette évolution doit cependant être appréciée avec prudence dans la mesure où elle est le résultat de plusieurs évolutions en sens contraires. L'analyse

des évolutions 2005/2011 avait mis en évidence les difficultés rencontrées par un certain nombre d'associations pour survivre dans le contexte de contraintes et de transformation des financements publics qui s'est traduit par la disparition d'un certain nombre d'associations dont l'activité a pu être reprise par d'autres associations ou par des entreprises, comme cela a été le cas pour l'aide à domicile. Dans le même temps, les actions mises en place par les associations ont pu se développer sous l'effet de l'augmentation même légère des richesses, mesurées à partir du PIB, et de celle de la population, qui a pu générer des besoins croissants, notamment avec l'augmentation de la dépendance. La période récente connaît en outre une poursuite vraisemblable – même si elle est difficilement mesurable – du processus d'externalisation d'actions initialement produites dans un cadre public vers le secteur associatif, jugé efficace dans son action et moins coûteux.

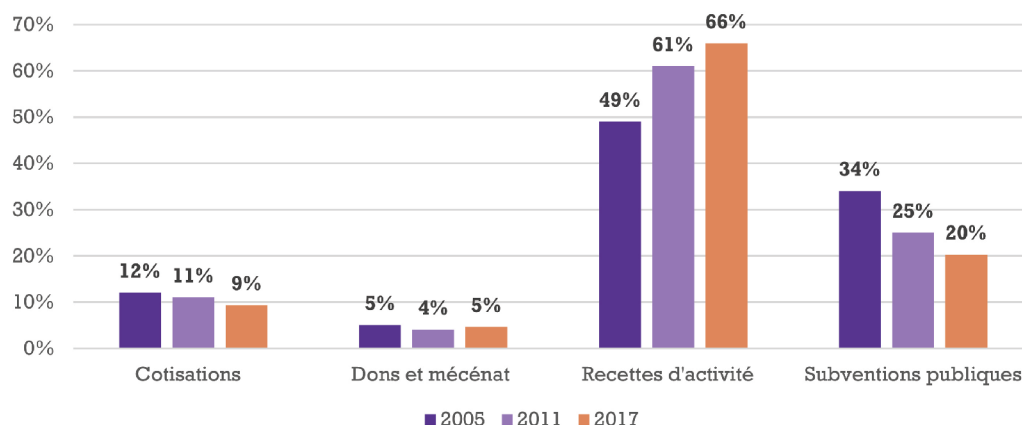
Les associations vivent principalement, et de façon croissante, à partir de ressources tirées de leur activité.

Les quatre sources de financement des associations sont les cotisations, les dons, les recettes d'activité et les subventions publiques. Les recettes d'activité peuvent avoir une origine publique ou privée : elles regroupent les commandes publiques et les ressources provenant de la participation des usagers aux services rendus par l'association. Elles représentent ensemble une part majoritaire et croissante de leurs ressources : en 2005 elles représentaient 49 % des ressources, 61 % en 2011 et elles en représentent 66 % en 2017. Les dons et le mécénat constituent une ressource limitée pour le secteur : ils alimentent 5 % seulement des budgets associatifs en 2017

mais peuvent constituer une ressource importante pour les associations humanitaires ou militantes. Les cotisations représentent 9 % des budgets associatifs en 2017, et leur part a légèrement tendance à diminuer dans le temps : les associations ont eu tendance dans la période récente, à augmenter la part provenant des ventes aux usagers, et à contenir le poids des cotisations pour ne pas entraver l'accès aux associations. Enfin la part des subventions publiques tend à baisser fortement tout au long de la période : les subventions représentaient en 2011 34 % des ressources ; elles n'en représentent plus que 20 % en 2017. [Graphique 9]

⁵ Rapport de la valeur ajoutée des associations, hors consommations intermédiaires au sens de la comptabilité nationale, au PIB.

Graphique 9 – Part des ressources des associations selon leur nature, en 2005, 2011 et 2017, en % du budget total



Une transformation toujours importante des modalités du financement public

Une autre ventilation des budgets permet de distinguer les recettes d'activité d'origine publique – les commandes publiques – de celles d'origine privée, représentées par la participation des usagers au service rendu. Cette présentation

permet en outre de distinguer, parmi les financements publics, ceux qui relèvent des commandes publiques de ceux qui s'assimilent à des subventions publiques. [Tableau 5]

Tableau 5 – Les ressources des associations : structure selon l'existence d'emploi salarié et évolutions 2011/2017

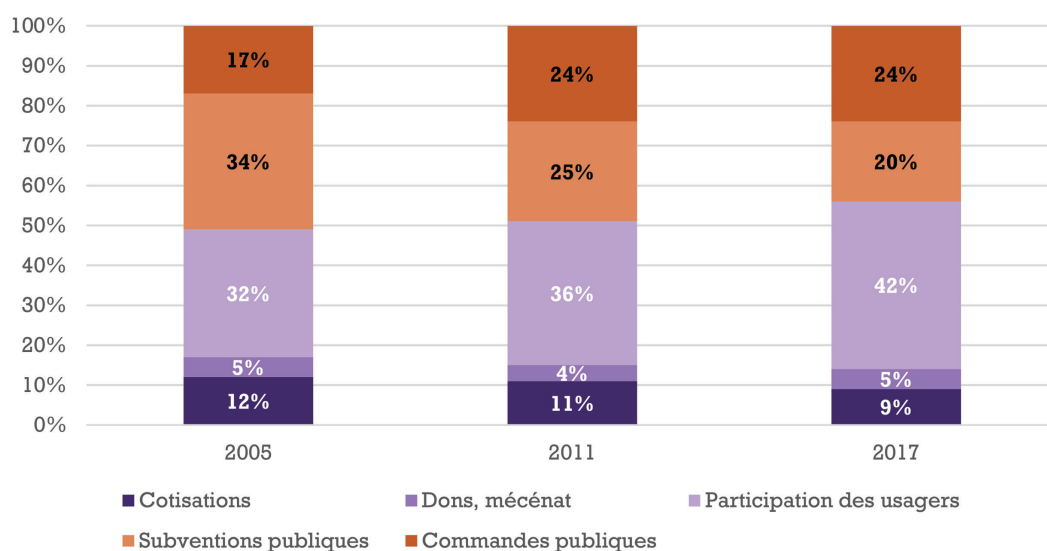
	Associations sans salarié	Associations employeuses	Ensemble	Taux global d'évolution 2011/2017	Taux annuel moyen d'évolution 2011/2017
Cotisations	25%	7%	9%	+3,5%	+0,6%
Dons, mécénat, fondations	7%	4%	5%	+25,8%	+3,9%
Participation des usagers	47%	41%	42%	+28%	+ 4,2%
Subventions publiques	15%	21%	20%	-9,8%	-1,7%
Commandes publiques	5%	27%	24%	+8,1%	+1,3%
Total en %	100%	100%	100%	+10,0%	+1,6%
Budget en Mrd €	13,340 Md €	99,940 Md €	113,280 Md €	-	-

Les financements privés en forte croissance, désormais majoritaires dans les budgets associatifs

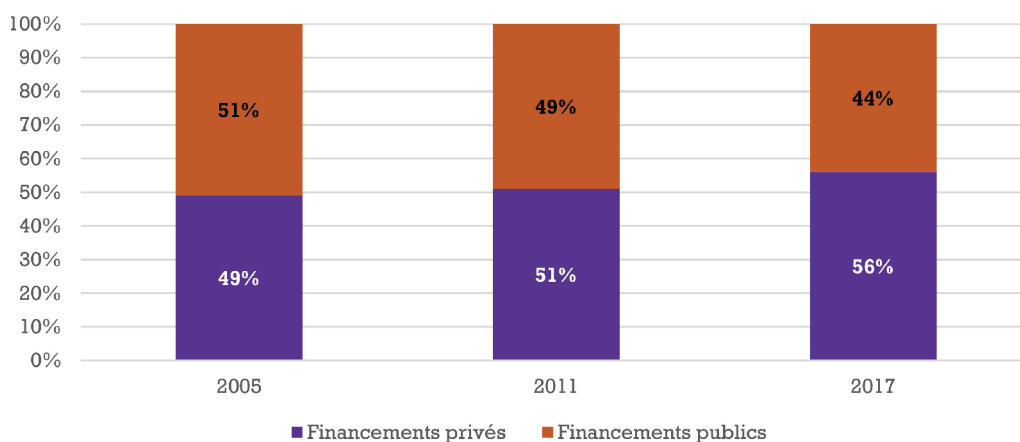
Les financements privés sont constitués par les cotisations, dont la plus grande part provient de l'adhésion des usagers aux associations, par les ressources tirées des dons, du mécénat et du soutien des fondations, et surtout par la participation des usagers au service rendu par l'association. Les dons et le mécénat représentent une part qui oscille entre 4 et 5 % des budgets associatifs. Le poids des cotisations a tendance à diminuer dans le temps malgré l'augmentation du nombre d'associations réservant leurs services à leurs membres : les contraintes qui pèsent sur les financements publics ont conduit les associations

à augmenter la participation des usagers, qui est la seule ressource sur laquelle elles ont une marge de manœuvre. Mais elles semblent avoir privilégié les participations tirées des ventes aux usagers en contenant le tarif des cotisations de façon à ne pas décourager l'adhésion aux associations : le poids des cotisations est ainsi passé de 12 % des budgets en 2005 à 9 % en 2017. Les ventes aux usagers de l'association sont la ressource privée qui a augmenté dans les plus fortes proportions puisqu'elles sont passées de 32 % des budgets en 2005 à 42 % des budgets en 2017. [Graphique 10]

Graphique 10 – Nature des ressources publiques et privées en 2005, 2011 et 2017



Graphique 11 – Répartition des financements publics et privés en 2005, 2011 et 2017

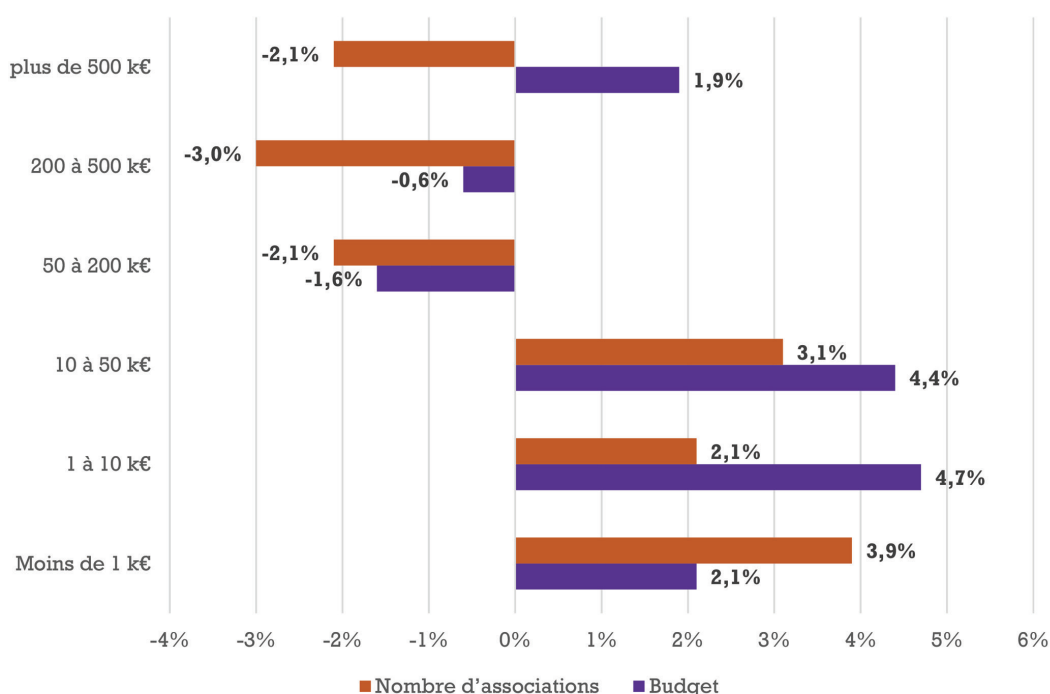


Concentration croissante des budgets associatifs dans les plus grandes associations

Les transformations intervenues depuis une dizaine d'années dans les modalités du financement public avec la fonte des subventions publiques et l'augmentation continue des commandes publiques, ont eu pour conséquence d'exclure les associations de taille moyenne des circuits du financement public. Le [graphique 12] qui met en évidence les évolutions comparées du nombre d'associations et de leur budget respectif selon leur taille montre plusieurs évolutions majeures. Les petites associations voient leur nombre et leur poids relatif augmenter dans les dernières

années, mais elles ne représentent qu'un poids économique très limité. Les grandes associations, gérant un budget supérieur à 500 000 €, ont vu leur nombre relatif baisser dans la dernière période de 2,1 % mais leur poids économique augmenter de 1,9 %. Le secteur associatif a continué de se concentrer, les plus grosses associations ayant absorbé une part de l'activité des associations de taille moins importante. Les associations de taille intermédiaire continuent de baisser en termes de nombre et de poids dans le budget total du secteur associatif. [Graphique 12]

Graphique 12 – Taux annuel moyen d'évolution du budget et du nombre d'associations selon la taille des associations entre 2011 et 2017



SYNTHÈSE RÉCAPITULATIVE DES ÉVOLUTIONS

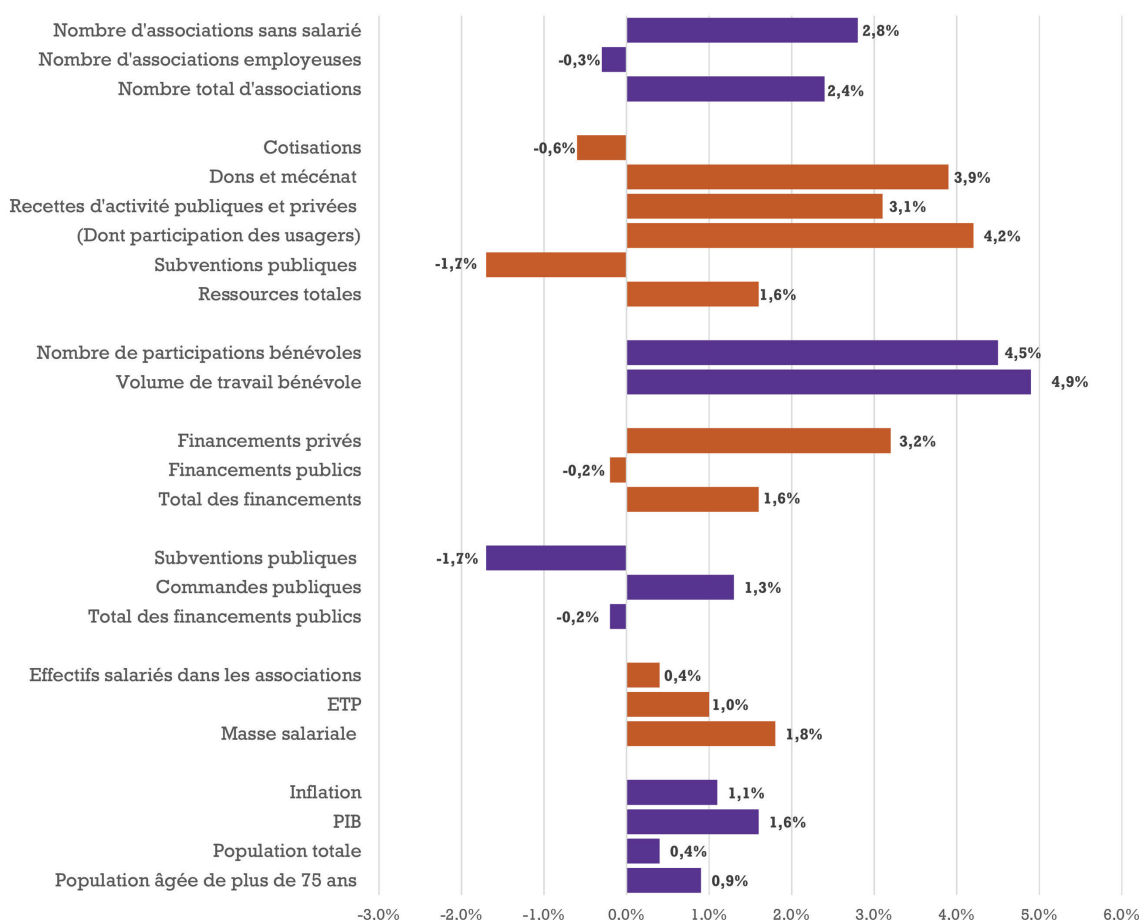
Les évolutions observées dans la période 2011/2017 confirment et prolongent les évolutions mises en évidence par l'enquête *Paysage* portant sur la période 2006/2011 : poursuite de la transformation des financements publics avec la baisse des subventions et la généralisation des commandes publiques, privatisation croissante et rapide des ressources s'appuyant sur la participation des usagers, développement du nombre des petites associations sans salarié gérant des budgets de plus en plus petits, baisse en nombre et en poids des associations moyennes.

Mais les évolutions récentes montrent certaines ruptures dans les tendances nouvelles. Le secteur associatif voit désormais son poids se stabiliser, l'augmentation du budget total n'étant que très légèrement supérieure au taux moyen d'inflation observé dans la période, ce qui est sans doute une « première » dans l'évolution des associations. Une autre évolution est notable : les financements publics ont connu un certain nombre de transformations dans l'histoire des associations, mais toujours dans un contexte de

croissance des financements publics. Ceux-ci ont baissé, certes très légèrement, dans la période récente, mais l'inversion de tendance marque une rupture importante.

Le secteur associatif connaît en outre un mouvement de concentration qui est nettement plus affirmé que précédemment avec la baisse du nombre des associations employeuses allant de pair avec une augmentation de leur taille et de leur poids relatif, et une augmentation significative du poids des très grandes associations. Ces évolutions confirment les tendances au développement d'un secteur associatif organisé autour de deux pôles. D'un côté, de très grandes associations de moins en moins nombreuses et de taille de plus en plus importante mettant en place les politiques publiques et aspirant la quasi-totalité des financements publics, et l'essentiel des financements privés. De l'autre, des micro associations de plus en plus nombreuses animant la vie locale et le quartier, et concentrant une part importante du bénévolat. [Graphique 13]

Graphique 13 – Taux annuel d'évolution des indicateurs d'activité des associations entre 2011 et 2017 (récapitulatif)



Sources : Enquêtes CES CNRS Paysage associatif 2012 et 2017, ACOSS, Insee Clap, Insee DADS, Insee recensement, .

Cette recherche a bénéficié des concours financiers suivants :

